



« La FHF dénonce l'allocation de ressources exceptionnelles au profit du secteur privé commercial et demande la totale transparence sur le financement de ces mesures et des mesures supplémentaires pour l'hôpital public »

Paris, le 24 mai 2024

Depuis plusieurs semaines les représentants des cliniques privées menacent d'une **fermeture totale de leurs établissements à compter du 3 juin**, exigeant un soutien financier exceptionnel de l'État au détriment des budgets spécifiquement dédiés aux établissements publics. **Aujourd'hui, les suites données à ce chantage créent un précédent inédit qui ne sera pas sans conséquences, et ce, dans un contexte de mobilisation nationale à la fois sur les enjeux de santé publique et à la veille des Jeux Olympiques et Paralympiques.**

LA FHF REGRETTE UNE VOLTE-FACE INCOMPRÉHENSIBLE ET INJUSTE ET DEMANDE DES GARANTIES FORTES POUR L'HÔPITAL PUBLIC

À la découverte de cet arbitrage financier, **la FHF ne peut qu'exprimer sa forte inquiétude et demande la totale transparence sur le mécanisme et l'origine du financement de ces mesures.**

La FHF demande avec la plus grande fermeté trois garanties :

- **Premièrement, la FHF demande la garantie que ce choix n'entrave en rien le financement des hôpitaux publics et de leurs missions ;**
- **Deuxièmement, le budget voté par le Parlement à l'automne 2023 pour les établissements de santé n'étant pas augmenté, la FHF considère qu'il ne peut être que dépassé au regard de ces annonces. En conséquence, la FHF demande la garantie immédiate que la part du budget de l'hôpital public qui a été mise de côté en début d'année par le Gouvernement pour s'assurer contre un dépassement du budget public aux établissements publics et privés lui sera restituée intégralement en fin d'année, y compris en cas de dépassement de l'enveloppe des cliniques privées commerciales ;**
- **Troisièmement, parce que tous les chiffres vérifiés attestent qu'en raison de leurs missions de service public, la situation budgétaire des CHU et des CH - avec un déficit de l'ordre de 1,7 milliard - est bien plus difficile que celles des cliniques, la FHF demande dès à présent des engagements clairs en matière de soutien à l'investissement et de couverture de l'inflation pour l'hôpital public. À ce stade, la FHF rappelle qu'un milliard d'euros manquent toujours au sein de l'ONDAM « établissements de santé » pour compenser l'inflation à l'hôpital public.**



Pour le président de la FHF,
Arnaud ROBINET

”

« Les méthodes utilisées par les lobbys du privé pour faire pression sur les pouvoirs publics restent absolument inacceptables. Il suffit donc aux cliniques de brandir la menace d'une fermeture, en menaçant au passage la prise en charge des Français, pour obtenir des moyens ? Nous demandons la transparence totale sur ces mesures et des garanties nouvelles pour l'hôpital public, qui sera totalement mobilisé lors des Jeux Olympiques et Paralympiques. Les chiffres vérifiés montrent, année après année, qu'en raison de leurs missions de service public la situation budgétaire des CHU et des CH est bien plus difficile que celle des cliniques commerciales. En conséquence, nous demandons un soutien supplémentaire et des garanties pour l'hôpital public. »